

est plus audacieux : les deux auteurs proposent de créer, afin de contribuer à stabiliser les marchés financiers, un grand fonds d'investissement, contrôlé par l'Etat et investi sur le long terme, à partir des fonds de pension des entreprises et de l'épargne de capitalisation pour les retraites. Il s'agirait en somme d'une forme de socialisation du capital. L'idée est stimulante, même si l'on peut préférer l'idée d'acteurs plus nombreux, contrôlés par une forme de concurrence. Mais on peut aussi imaginer une forme de fédération de ces acteurs, sur le modèle de la Mutualité par exemple. On peut aussi s'interroger sur la pertinence économique de l'idée rooseveltienne d'investissements dans des projets d'utilité sociale. Elle est évidemment séduisante, si l'on se place sur un terrain politique ou social. Mais elle trouve aussi ses limites. Par exemple, il est évident qu'un projet comme le

tunnel sous la Manche aurait eu vocation à être financé de cette façon. Mais, en dehors des jeux de yoyo d'une action Eurotunnel devenue pur objet spéculatif, pouvait-on parler d'un « investissement » ? Pour des Etats, sans doute. Pour des investisseurs, non. Peut-être alors faut-il opter pour une approche plus modeste. La labellisation sociale des projets économiques et des fonds de pension a elle aussi ses vertus, sans pour autant faire l'impasse sur le rendement de l'épargne des salariés. Mais la discussion s'ouvre à peine, et ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage stimulant que de lancer le débat, en redonnant à la critique du capitalisme une vraie consistance et à l'idée de politique sociale une vraie marge de manœuvre.

Richard Robert

Nicolas Tenzer

France : une réforme impossible ?

Flammarion, 2004. 265 pages, 17 euros.

Nicolas Tenzer nous livre un plaidoyer pour rendre les réformes possibles en France. A partir de son expérience comme chef de service au sein du Commissariat général au Plan, il propose une relecture des réformes difficiles, mal engagées, incomplètement réalisées de ces dernières années : retraites, fiscalité, sécurité sociale, école... et cela, comme à son habitude, sans mâcher ses mots.

Une conviction profonde sous-tend l'ensemble du livre : il faut d'abord réformer la politique, la manière de l'exercer. La réforme est d'abord affaire de volonté poli-

tique, de volonté inscrite dans le temps alors même que le temps du politique est aujourd'hui un temps court, rythmé par des échéances électorales rapprochées.

Mais réformer est aussi une affaire de démarche, de méthode. Il souligne à juste titre la déconcertante impréparation des réformes, leur manque de vision stratégique, la communication insuffisante ou trop présente... Alors, nouveau Discours de la méthode pour des réformes à venir, ou un discours de plus ? A chacun d'en juger.

François Fayol